

## 14ème législature

<b>Question N° : 18656</b>	De <b>M. Alain Suguenot</b> ( Union pour un Mouvement Populaire - Côte-d'Or )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Agriculture, agroalimentaire et forêt		<b>Ministère attributaire</b> > Agriculture, agroalimentaire et forêt
<b>Rubrique</b> >élevage	<b>Tête d'analyse</b> >maladies du bétail	<b>Analyse</b> > tuberculose bovine. lutte et prévention.
Question publiée au JO le : <b>19/02/2013</b> Réponse publiée au JO le : <b>26/03/2013</b> page : <b>3324</b>		

### Texte de la question

M. Alain Suguenot attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt sur les mesures à prendre concernant la tuberculose bovine. La France a obtenu auprès de la Commission européenne un allègement du dispositif de dépistage sur l'emploi de l'interféron gamma dans la détection de la tuberculose bovine. Cependant, la situation actuelle dans les départements de Bourgogne (stagnation du nombre de foyers découverts annuellement, très fort taux de recontamination de cheptels assainis) conduit à penser que la détection ne suffit plus et qu'il faut aller plus loin en s'investissant pleinement dans la prévention : 70 % du coût total de la maladie est consacré à la détection (tests de dépistage et abattages diagnostiques). C'est pourquoi il convient de prendre très rapidement des mesures permettant la maîtrise du risque lié au parcellaire en limitant et en encadrant les déplacements de bovins très éloignés du siège de production par l'intermédiaire de mesures administratives contraignantes et, de fait, dissuasives. Il lui demande ainsi ce qu'il compte entreprendre à ce sujet.

### Texte de la réponse

Le ministre chargé de l'agriculture précise que la répartition du budget de l'État pour la tuberculose se répartit pour environ 75 % en indemnisation d'abattage des animaux suspects ou issus de troupeaux infectés, pour 18 % en frais de dépistage chez les bovins, pour 5 % en action pour la faune sauvage, environ 1 % pour la désinfection des foyers et environ 1 % pour la recherche. Les actions conduites en Côte-d'Or ont permis de préciser l'étendue de la zone d'infection par la maladie et de l'y circonscrire. Ces actions permettent un dépistage plus précoce de la maladie comme en témoigne le plus faible taux d'atteinte à l'intérieur des troupeaux infectés. Le dépistage précoce est un élément indispensable pour réduire le taux de contamination dans et depuis la zone à risque et il faut le maintenir. L'identification des élevages pâturants dans certaines zones sera renforcée dans le cadre d'un projet d'arrêté sur la lutte contre la tuberculose dans la faune sauvage qui est en cours d'élaboration avec le ministère chargé de l'écologie. Cette identification sera suivie au besoin par un classement à « risque de tuberculose » de ces exploitations, cette mesure déjà en vigueur permet de renforcer la surveillance dans les troupeaux concernés. L'arrêté de l'exploitation de ces pâtures est une autre piste qui rejoint la question de leur reconversion qui est considérée par ailleurs dans la question n° 18654/A.